



Les Kurdes dos au mur, face à un miroir.

Par [Dominique Arias](#)

Mondialisation.ca, 17 avril 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

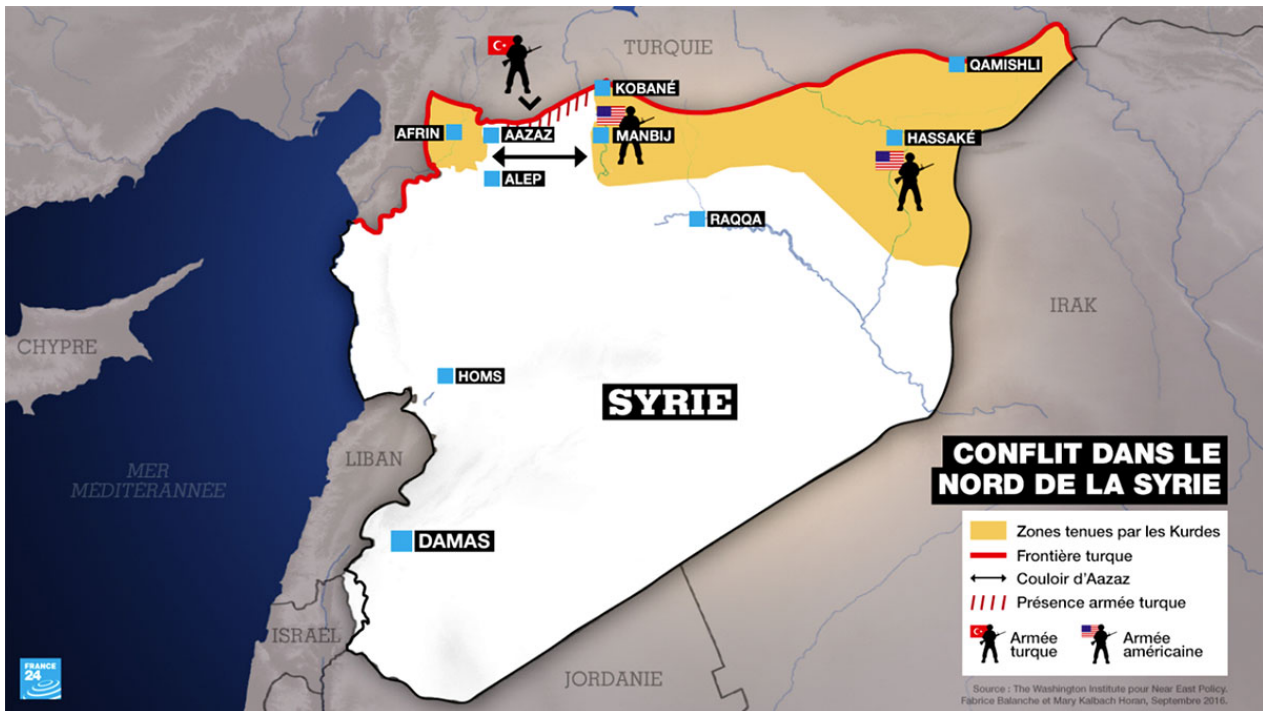
Analyses: [SYRIE](#)

« *Quand on a les Etats-Unis comme alliés, on n'a pas besoin d'ennemis !* »

Aussi cynique que son auteure, la phrase est de Mme Nu, la belle sœur de Ngô Din Diêm, président fantoche de la République du Viêt Nam de 1955 à 1963, assassiné avec son frère par la CIA, manifestement sur ordre de J-F Kennedy. On les soupçonnait alors de chercher un compromis avec la résistance communiste pour mettre fin à la guerre avant que le Vietnam ne finisse totalement détruit. En apprenant le Coup d'Etat et le double assassinat de son mari et de son beau frère par ceux-là même qui les avaient mis au pouvoir, Mme Nu – comme toute la diaspora viêt-kieu aux USA, notoirement anticommuniste et mafieuse – venait de comprendre qui étaient vraiment ces « alliés » dont ils étaient devenus totalement dépendants. Kennedy fut d'ailleurs assassiné à peine 20 jours plus tard.

Depuis leur défaite d'Afrine, les Kurdes syriens prennent manifestement toute la mesure de ce qu'implique, pour des résistants communistes, l'idée paradoxale de se subordonner aux objectifs militaires du pays le plus anticommuniste du monde, et d'en faire son allié. En pleine remise en cause, les factions Kurdes se querellent, révisent leurs allégeances, leurs priorités, leurs rêves ; ils comptent leurs rangs, recomptent leurs morts, et mesurent le coût des promesses non tenues. Celles de leurs « alliés » des forces spéciales US, UK et françaises, mais aussi les leurs, lorsqu'ils s'étaient engagés à défendre la Syrie avant tout, et à ne parler d'indépendance ou d'autonomie qu'après la fin de la guerre. A cette condition, l'armée syrienne s'était retirée de toutes les zones à majorité kurde, pour se concentrer sur la défense des plus grandes villes, laissant aux Kurdes la défense de « leurs propres territoires » contre l'Etat Islamique irrésistiblement attiré par leur pétrole. Les Kurdes seraient récompensés plus tard, selon leur mérite.

Aujourd'hui dos au mur, les Kurdes se regardent les uns les autres en face, écrasés dans leurs propres fiefs par l'armée turque – la plus puissante force armée de l'OTAN après les USA – lâchés par leurs « alliés » non moins que par les Russes ou par l'armée syrienne. Hier, uniques troupes au sol de la « Coalition internationale » ils combattaient Daech pour garder aux USA le contrôle de leurs propres champs pétroliers ; demain ils devront affronter l'armée turque pour défendre les bases US, britanniques et françaises installées au Rojava. Et ils comprennent seulement maintenant que leurs « alliés » Français, Américains et Britanniques ne se battront jamais à leurs côtés, *a fortiori* contre l'armée d'un pays membre de l'OTAN.



Victoires en trompe l'œil

Depuis le début de la guerre, les Kurdes syriens, non moins que les Occidentaux de gauche avaient appris à occulter le paradoxe de voir les USA armer aussi bien l'ASL (anti-Assad) que les islamistes d'Al-Qaïda (notoirement proches de Daesh) ou les communistes kurdes, ou tout ce qui pouvait un jour ou l'autre s'opposer militairement à un Etat syrien dirigé par Assad. Défendre aveuglément les positions les plus bellicistes aux côtés d'Obama, Trump, Hollande, Macron, Cameron, May, l'OTAN, al-Qaïda et les communistes Kurdes, n'avait rien d'indécent pour les Occidentaux de gauche. En France, soutenir les Kurdes contre Daech aussi farouchement que l'ASL contre Assad et Poutine – et *de facto*, les islamistes alliés d'Erdogan (qui avaient applaudi l'attentat de Charlie Hebdo) contre un gouvernement laïc, et les généraux de l'OTAN contre le droit international, c'était seulement savoir être de gauche et pacifiste. Aujourd'hui l'ASL combat les Kurdes aux côtés de l'armée turque, tandis que Daech reprend des forces dans les zones tenues par la « Coalition internationale » US. Et les milieux de gauche occidentaux, incapables de se remettre en cause, soutiennent pêle-mêle Jaych al-Islam, à Douma, et les Kurdes d'Afrine, sans même comprendre qu'ils sont ennemis jurés, et que leurs intérêts sont diamétralement opposés. Leur seul point commun : ils ont le soutien de l'OTAN et celui de la gauche ! Magnifique jeu de dupes ! Satisfaisant sur canapé, devant un mantra d'infos lénifiantes. Mais sur le front, les Kurdes, eux, s'interrogent, s'invectivent, se divisent... comptent leurs morts, présents et à venir, avant de retourner se battre, mais pour qui ? contre qui ? pourquoi ? jusqu'où ?

Comme elles sont loin les premières victoires contre Daech, où l'ennemi fuyait devant leur avancée après quelques semaines, quelques jours de combat. Janvier 2015 Kobané ! Les combats durent depuis septembre. Après des mois, les Kurdes parviennent finalement à reprendre la ville. Bombardée par la « coalition », elle est détruite à 70 %. On compte plus de 1 600 morts dans les deux camps. Dans le projet américain, si l'ASL et ses alliés islamistes pouvaient reprendre villes et villages à Daesh sans coup férir (leurs combattants croient aux miracles), les Kurdes, eux devaient souffrir, mériter leurs victoires. Ils devaient « être aguerris », tenir à leurs conquêtes car, des décennies durant, il leur faudrait continuer à défendre les champs de pétrole et les bases américaines du Rojava contre Daech, contre les Turcs, contre l'Irak, contre l'armée syrienne, etc. Comme nous l'explique Wikipédia

(généralement pro-occidental), « Kobané et son canton sont stratégiques pour les Kurdes des YPG, branche armée du PYD, car sa perte ruinerait le projet d'un Kurdistan autonome en Syrie et rendrait impossible la création d'un Rojava uni reliant les trois cantons kurdes ». Après la perte d'Afrine, on se dit qu'au fond, l'autonomie au sein de la Syrie valait peut-être mieux que cette indépendance en treillis *ad vitamæternam*. Mais leurs « conseillers militaires » français anglais et américains avaient juré qu'Assad ne gagnerait jamais, qu'il tomberait rapidement. Aujourd'hui la Syrie est presque entièrement libérée des forces mercenaires islamistes qu'y maintenaient leurs « alliés » de la « Coalition internationale » ; les derniers « insurgés » à n'avoir pas abandonné l'ASL depuis des lustres combattent aux côtés de l'armée turque ; Daech, en réanimation, n'a même plus de quoi payer ses mercenaires ; et les piliers de l'OTAN (Fr, US, UK) sont contraints de violer plus ouvertement que jamais le droit international, même quand leurs vidéastes leur produisent sur commande des carnages chimiques dont on ne trouve aucune trace sur le terrain. A quoi bon ?

Objectifs et fiasco

Depuis le début du conflit, la balkanisation de la Syrie et de l'Irak en plusieurs entités ennemies sur une base ethnico-religieuse nous était donnée pour inévitable. Jusqu'au début de l'intervention Russe, EIL (Daech) était présenté comme ayant définitivement conquis un vaste territoire englobant une partie de la Syrie et une partie de l'Irak. D'autres parties de la Syrie étaient considérées comme définitivement acquises aux « rebelles », soutenus par les puissances occidentales et les monarchies du Golfe, et le Kurdistan réunifié (Rojava) devait, à terme, englober lui aussi une partie de la Syrie (un peu plus du tiers Nord-Est, depuis Afrine jusqu'aux frontières Est de la Syrie), une partie de l'Iran et le Kurdistan Irakien, très largement autonome et proaméricain depuis le renversement de Saddam Hussein. Les cartes de cette partition étaient quasiment prêtes au Pentagone depuis les années 2 000 et paraissaient ponctuellement dans les médias au fil des offensives victorieuses de Daech contre l'armée syrienne. Mais les contours en restaient flous et modulables à souhait, à l'instar des frontières éternellement mobiles d'Israël. Contre Daech, les « forces de la coalition » larguaient vainement (ou déstockaient) des tonnes de bombes (périmées) dans le désert, sans aucun résultat sur son expansion et ses impressionnants défilés militaires : des centaines de pickups flambant neufs, armés de canons et de mitrailleuses lourdes ou chargés de troupes fraîches. Mais jamais un seul « missile intelligent » ne fut lancé contre une seule de ses positions les plus ostentatoires (comme l'usine Lafarge, où restent stationnées nos forces spéciales françaises).

Claironnant leur incapacité à juguler la formidable expansion de Daech, unanimement présenté comme incroyablement invincible, les Occidentaux prétendaient que le seul moyen de limiter l'EI était de légitimer rétroactivement ses conquêtes en reconnaissant officiellement le Califat comme un Etat à part entière, ce qui était même présenté comme une éventuelle solution pour mettre fin aux attentats en Europe. Dans les médias alternatifs et dissidents, un nombre croissant de chercheurs demandaient pourquoi l'aviation de la coalition ne coupait pas les lignes de ravitaillement vitales de Daech, en détruisant les immenses files de camions qui acheminaient vers les frontières turques, jordaniennes et irakiennes les richesses spoliées à la Syrie (pétrole, céréales, phosphates et autres fruits du pillage des banques et des sites archéologiques tombés sous son contrôle). Militairement, c'était vraiment le B. A. BA de la stratégie. Mais ce pillage, qui rapportait des milliards de dollars à Daech, renforçait d'autant les effets redoutables de l'embargo drastique imposé par les Occidentaux à la Syrie depuis des années, et qui saignait à blanc une population

brisée, victime d'une guerre d'agression menée par des mercenaires remarquablement équipés et très ouvertement soutenus par une vingtaine de pays, dont certaines des premières puissances mondiales sur le plan militaire et économique. Cette situation dura près de deux ans.

Evidemment, dès le début de son offensive, la Russie utilisa massivement ses propres « missiles intelligents » contre toutes les lignes de ravitaillement de Daech, détruisit des files de camions sur des kilomètres, et pulvérisa la plupart de ses stocks de munitions et de pétrole aux frontières des pays alliés de la coalition occidentale. Exsangue à son tour et incapable de payer ses mercenaires, Daech s'effondra inexorablement et définitivement au bout d'un an à peine, malgré les protestations véhémentes des grandes puissances occidentales. Celles-ci minoraient constamment la portée et les résultats fulgurants de cette offensive et tentaient de s'en attribuer le mérite en continuant à bombarder le désert et en vantant ses « frappes chirurgicales ultra précises », qui éliminaient un à un les leaders de Daech, lesquels ressuscitaient d'ailleurs au fur et à mesure, à quelques mois d'intervalle. Les seules victoires non russes contre Daech étaient remportées par l'armée syrienne, le Hezbollah, les troupes iraniennes, et par les forces Kurdes, qui « défendaient farouchement leurs territoires », permettant le redéploiement des forces syriennes sur toutes les zones les plus vitales pour le pays.

Erdogan et l'avenir du Rojava

Novembre 2015, suite à la destruction d'un MIG russe par l'aviation turque dirigée par le Pentagone, la Turquie est privée de la majeure partie de ses recettes touristiques et d'export par un embargo russe particulièrement drastique et douloureux pour son économie. Dès l'année suivante, Erdogan se met subitement à purger à tout va les relais de la CIA qui infestaient toutes les branches de son tissu social, économique et militaire (les réseaux de Fethullah Gülen) et tous ses opposants dans la foulée, jouant sur tous les tableaux à la fois : pro-russe, pro-occidental, pro OTAN, anti-OTAN, etc. Mais son attitude générale s'intègre désormais davantage à la stratégie russe qu'à celle des occidentaux, qui lui refusent toujours l'intégration à l'UE et la libre circulation des ressortissants turcs dans l'espace Schengen. Du jour au lendemain, Erdogan cesse de soutenir Daech, mais pas le reste de la nébuleuse islamiste mercenaire, qui s'effondre progressivement face à l'armée syrienne désormais appuyée par la Russie dans toute la partie Ouest du pays, jusqu'aux rives de l'Euphrate. Le tiers Est de la Syrie reste sous contrôle de la « coalition internationale », c'est-à-dire des USA et des forces spéciales Fr et UK. Lorsque Trump annonce aujourd'hui le retrait prochain des forces US hors de Syrie, il exclut manifestement (et les médias occidentaux de même) l'idée que le Rojava et ses champs pétroliers puissent un jour faire à nouveau partie de la Syrie ou en aient même jamais réellement fait partie ; raison pour laquelle il continue d'y construire des bases militaires alors même qu'il annonce un retrait US de Syrie. Il n'y a guère d'autre interprétation possible à ce curieux paradoxe.

En 2018, l'annonce d'une nouvelle décision US d'armer davantage encore les Kurdes syriens déclenche l'offensive turque sur Afrine, à laquelle ni les forces syriennes ni les forces russes ne peuvent répondre militairement, car la Charte de l'OTAN stipule très explicitement que tout pays membre dont les forces ou le territoire seraient attaqués militairement par une puissance extérieure à l'Alliance atlantique devrait immédiatement recevoir le soutien d'une intervention militaire de tous les autres Etats membres de l'OTAN, toujours sous commandement militaire US. Dénoncée médiatiquement comme un « aval de Moscou », une « complicité du régime syrien », une « invasion » et un « dépeçage de la Syrie avec la complicité de Poutine et d'Assad, au détriment du peuple syrien », cette absence de

réaction russe et syrienne irrite alors énormément les pays de la « coalition internationale » car elle les prive une fois de plus du prétexte à une intervention militaire, et qu'elle place leurs « alliés Kurdes », sans aucun soutien, face à l'une des plus puissantes armées de l'OTAN. Echec à la Dame : les forces kurdes ne font pas le poids et sont contraintes de se replier en débâcle vers le Sud et l'Est. Les Kurdes de l'Est lâchent leurs positions et viennent en renfort mais en vain et se replient aussi. Le Rojava est amputé et le rêve d'indépendance aussi sérieusement écorné que celui du « soutien des alliés ». Pendant ce temps les forces syriennes et russes reprennent intégralement la banlieue de Damas, où les Occidentaux maintenaient à grands frais, depuis le début de la guerre, les factions islamistes les plus dures, protégées par leur bouclier humain et médiatico-humanitaire : les populations locales, massivement retenues en otage et utilisées comme esclaves. (C'est d'ailleurs le seul véritable avantage de la guérilla urbaine préconisée par les Piliers de l'OTAN, outre l'avantage médiatique de pouvoir diaboliser à volonté l'unique moyen de s'en défendre : combattre en ville). Echec au Roi, le Fou est pris.

L'OTAN sous captagon bombarde l'ONU

Avril 2018, les 3 piliers de l'OTAN (Fr, US, UK), de plus en plus ouvertement lâchés de toutes parts, tentent le tout pour le tout pour débloquer la situation en provoquant une fois de plus les conditions requises à une intervention militaire directe. « Pourvu que les Russes nous coulent un destroyer ! » Vu la frilosité croissante de leurs alliés traditionnels, il leur faut au moins le soutien de leurs propres populations. Ils chauffent le public en déclanchant, dès le début des élections russes, avec l'affaire Skripal, une vaste campagne anti-russe focalisée sur le besoin irrépensible de Moscou à recourir aux armes chimiques, et sur la nécessité de légiférer d'urgence sur ce point sans attendre l'aval de l'ONU, définitivement bloqué par l'antagonisme des membres permanents. (Cela permet au moins d'occulter au passage le fait que la Russie est le seul pays occidental dont le président soit élu dès le premier tour avec 70% des voix et un réel soutien de son peuple, ce dont aucun de nos présidents ou Premiers ministres n'oserait seulement rêver, même sous extasy, sous LSD ou sous captagon). Et immédiatement après, ils lancent une attaque virtuelle à l'arme chimique dans le dernier fief islamiste de la Ghouta, se lèvent, indignés, comme un seul homme, et décident de frapper impitoyablement « le régime syrien et ses alliés et complices » sans attendre l'aval du Congrès US, ni celui de l'ONU, ni même l'ombre d'une preuve (et pour cause !). Trop tard ! Avant même d'avoir eu le temps de réagir, Douma, le dernier fief « rebelle » de la Ghouta, est déjà libérée par l'armée syrienne. Leurs alliés islamistes se sont rendus et ont demandé grâce. Il n'y a sur place aucune trace d'attaque chimique, et les communications entre les autorités britanniques et leurs alliés islamistes ont été interceptées, attestant de la demande UK de profiter de la riposte syrienne à une provocation de Jaych al-Islam (pilonnage de Damas) pour monter une « *psyop* » permettant d'accuser Assad d'un massacre aux armes chimiques.

Pris au piège de leur propre battage médiatique, les piliers de l'OTAN sont contraints par leurs propres médias et porte-paroles de s'exécuter, dans une atmosphère de lâchage et de désapprobation générale, et ils déclenchent leur attaque, plus seuls que jamais, lançant plus d'une centaine de ces fameux « missiles intelligents » qu'ils n'ont jamais daigné utiliser contre leur soi-disant « objectif principal », Daesh. La plupart sont interceptés par la DCA syrienne. « *Seventy* » devient « *seventeen* », et les médias occidentaux tentent impudiquement de se gausser d'Assad dont le régime « se vante d'en avoir abattu 17 » sur cent, mais c'est bien 70 missiles qui ont été interceptés. Préférant la fuite en avant au ridicule, l'Occident s'enlise totalement dans le virtuel et le déni d'un fiasco lamentable.

Macron se met à braire un Cocorico pitoyable en chœur avec son capo mafia. « *Tous les missiles français ont atteint leurs cibles !* ». On le croit sur parole ! Mais quelles cibles ? Le bombardement d'une seule fabrique d'armement chimique ou même d'un seul site de stockage d'armes chimiques en banlieue d'une grande ville aurait fait des milliers de victimes et causé une catastrophe écologique ! Faute de feuille de vigne on prend quoi, une loupe ? Erdogan, plus opportuniste que jamais, applaudit à la destruction d'une usine de produit vaisselle, d'une fabrique de peinture et d'un centre de recherche en agronomie. Poutine, qui leur avait laissé espérer une réaction militaire contre leurs bâtiments de guerre, réagit diplomatiquement en attribuant tout le mérite de la réponse défensive à la seule armée syrienne, et avance ses pions en dénonçant au Conseil de sécurité une énième violation flagrante du droit international (dont le monde entier prend bonne note), par les piliers de l'OTAN, sur la base, une fois de plus, de fausses informations fabriquées de toutes pièces, comme en Yougoslavie, comme en Irak, comme en Libye (et vraisemblablement comme en Afghanistan). Echec au Roi ! Les piliers de l'OTAN campent sur leurs positions, forts du soutien de leurs alliés temporaires au Conseil de sécurité, mais sont désormais en très mauvaise posture pour faire valoir la légitimité de leur installation permanente à l'Est de la Syrie, et *a fortiori* pour y défendre le Rojava contre l'armée turque, qui promet de se retirer, au profit de la Syrie, que lorsque les peshmerga kurdes auront déposé les armes et accepté d'abandonner la lutte armée.

La cible principale des piliers de l'OTAN a néanmoins été atteinte, et de plein fouet, c'est la Charte des Nations Unies et l'obligation de respecter les règles du droit international et de la diplomatie, dont les piliers de l'OTAN s'éloignent de plus en plus et souhaitent ouvertement se voir définitivement exemptés. Echec et mat ? Pour qui ? Ça dépend notamment des Kurdes : si, politiquement, ils sont toujours réellement à gauche et souhaitent vivre en paix, ou si finalement ils préfèrent rester définitivement à droite... de l'Euphrate... au service de l'OTAN, en guerre contre l'ONU.

Quand on a les Etats-Unis comme alliés, on n'a pas besoin d'ennemis !

Dominique Arias

Dominique Arias est traducteur free-lancer pour *Investigation et Mondialisation.ca*, et occasionnellement auteur de synthèses d'informations sur les mêmes sujets.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dominique Arias](http://Mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : **[Dominique Arias](http://Mondialisation.ca)**

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca